

Résumé analytique

La constitution prévoit la liberté de pensée et d'expression religieuses et interdit la discrimination religieuse sur le lieu de travail. D'autres lois protègent les croyances religieuses individuelles contre les abus des autorités gouvernementales ou des acteurs privés. Le gouvernement a poursuivi l'application de la loi sur la nationalité adoptée en 2017. Des musulmans nés dans le pays ont continué à déclarer qu'ils étaient touchés de manière disproportionnée par la loi sur la nationalité, et malgré des générations de résidence, certains membres de leur communauté n'ont pas pu acquérir la nationalité du pays. En particulier, la loi sur la nationalité n'a pas prévu de mécanisme permettant à certains enfants nés dans le pays de deux parents apatrides de se faire naturaliser. Le Ministère de l'Intérieur a enregistré 15 nouveaux groupes religieux au cours de l'année, une diminution par rapport aux 49 nouveaux groupes enregistrés en 2018, ce qui porte le total à 373 groupes officiellement enregistrés. En février, le gouvernement a déclaré l'Aïd al-Fitr et l'Aïd al-Adha jours fériés nationaux.

Des membres de la communauté musulmane et des adeptes de certaines églises protestantes évangéliques ont déclaré avoir été victimes de discrimination dans le domaine de l'emploi en raison de leur appartenance religieuse. Une église évangélique a déclaré que les autorités locales avaient fait preuve de discrimination à son égard en appliquant des restrictions en matière de bruit qu'ils n'appliquaient pas aux autres groupes religieux.

Les fonctionnaires de l'ambassade américaine ont engagé des discussions avec les fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur responsables de l'enregistrement des groupes religieux. Les fonctionnaires de l'ambassade ont rencontré les chefs religieux tout au long de l'année et ont organisé une discussion de la société civile sur la liberté religieuse en novembre. Ils ont également rencontré des organisations de défense des droits de l'homme pour discuter des préoccupations communes aux différentes confessions religieuses, notamment des questions d'apatridie.

Section I. Démographie religieuse

Le gouvernement américain estime la population totale à 26,3 millions d'habitants (estimation à la mi-2019). Selon le recensement national de 1993, 52 % de la population adhère à des croyances indigènes, 41 % est chrétienne et 7 % musulmane. Il est courant d'alterner entre les identités religieuses ou de mélanger les traditions, et de nombreux individus ont une combinaison de croyances indigènes et de croyances chrétiennes ou musulmanes.

Les dirigeants musulmans et les universitaires locaux estiment que les musulmans constituent actuellement entre 20 et 25 % de la population. Les musulmans prédominent dans les zones côtières du nord-ouest, et les chrétiens dans les hautes terres. Selon les chefs religieux musulmans locaux et les universitaires laïques, la majorité des musulmans sont sunnites. Les citoyens d'origine indienne et pakistanaise et les immigrants comoriens représentent la majorité des musulmans, bien qu'il y ait un nombre croissant de convertis malgaches.

Les groupes religieux locaux déclarent que près de la moitié de la population est chrétienne. Les quatre principaux groupes chrétiens sont les catholiques romains, les luthériens, les anglicans et

l'Église Presbytérienne de Jésus-Christ à Madagascar (Église FJKM). Les groupes chrétiens plus restreints comprennent l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours, les Témoins de Jéhovah, les Adventistes du septième jour et un nombre croissant de confessions protestantes évangéliques locales.

Il y a un petit nombre d'hindous et de juifs dans le pays.

Section II. Statut du respect de la liberté de religion par le Gouvernement

Cadre juridique

La constitution prévoit la liberté de pensée et d'expression religieuses et interdit la discrimination religieuse sur le lieu de travail. D'autres lois protègent les croyances religieuses individuelles contre les abus des acteurs gouvernementaux ou privés. La constitution stipule que ces droits peuvent être limités par la nécessité de protéger les droits d'autrui ou de préserver l'ordre public, la dignité nationale ou la sécurité de l'État. Le code du travail interdit la discrimination religieuse au sein des syndicats et des associations professionnelles.

La loi exige aux groupes religieux de s'enregistrer auprès du Ministère de l'Intérieur. En s'enregistrant, un groupe religieux obtient le statut juridique nécessaire pour recevoir des legs directs et d'autres dons. Une fois enregistré, le groupe peut demander une exonération fiscale chaque fois qu'il reçoit un don de l'étranger. Les groupes religieux enregistrés ont également le droit d'acquérir des terres auprès de particuliers pour y construire des lieux de culte ; toutefois, la loi stipule que les propriétaires fonciers doivent d'abord céder les terres à l'État, après quoi l'État les transfère au groupe religieux. Pour pouvoir être enregistré, un groupe doit compter au moins 100 membres et un conseil d'administration élu de neuf membres au maximum, tous citoyens.

Les groupes qui ne remplissent pas les conditions d'enregistrement peuvent s'enregistrer en tant que "simples associations". Les associations simples ne peuvent pas recevoir de dons ni organiser de services religieux, mais la loi leur permet de mener divers types de projets communautaires et sociaux. Les associations qui se livrent à des activités dangereuses ou déstabilisatrices peuvent être dissoutes ou se voir retirer leur enregistrement. Les associations simples doivent demander une exonération d'impôt chaque fois qu'elles reçoivent un don de l'étranger. Si une association a des dirigeants et/ou des membres étrangers, elle peut former une association "réputée étrangère". Une association n'est réputée étrangère que si la direction ou les membres du conseil d'administration comprennent des ressortissants étrangers. Ces associations étrangères ne peuvent recevoir que des autorisations temporaires, soumises à un renouvellement périodique et à d'autres conditions. La loi n'interdit pas aux associations nationales d'avoir des ressortissants étrangers comme membres.

Les écoles publiques ne dispensent pas d'enseignement religieux. Il n'existe pas de loi interdisant ou limitant l'enseignement religieux dans les écoles publiques ou privées.

Le gouvernement exige une autorisation pour toutes les manifestations publiques, y compris les événements religieux tels que les services de culte en plein air.

Le pays est partie au Pacte International relatif aux Droits Civils et Politiques.

Pratiques du Gouvernement

Selon les dirigeants musulmans, les questions de détermination de la nationalité ont continué à affecter les membres de la communauté musulmane, mais dans une moindre mesure que les années précédentes. Le code de nationalité promulgué en 2017 n'a pas abordé le problème des enfants nés de deux parents apatrides. Ces personnes n'ont toujours pas pu obtenir la citoyenneté, même après plusieurs générations de résidence dans le pays. En vertu du code de la nationalité, les enfants de parents inconnus doivent être évalués sur la base de leur apparence, de leur appartenance ethnique et d'autres facteurs. Les modifications apportées au code en 2017 permettent toutefois aux mères de conférer la nationalité à leurs enfants, ce qui, selon les dirigeants musulmans, semble faciliter quelque peu le problème de la détermination de la nationalité. Les dirigeants musulmans ont continué à affirmer que la loi touchait la communauté musulmane de manière disproportionnée, puisque de nombreux membres sont des descendants d'immigrants et ne peuvent acquérir la citoyenneté, malgré des générations de résidence dans le pays. Les enfants d'origine ethnique indienne, pakistanaise et comorienne ont souvent eu des difficultés à obtenir la citoyenneté, laissant un nombre disproportionné de musulmans apatrides. Une étude de 2014 a estimé qu'environ 6 % des individus des communautés interrogées étaient apatrides et que sur ce nombre, plus de 85 % étaient nés dans le pays.

Le gouvernement a publié un décret en février déclarant l'Aïd al-Fitr et l'Aïd al-Adha comme des jours fériés nationaux. Les années précédentes, seuls les musulmans bénéficiaient d'un congé payé pour ces fêtes. À la demande de la communauté musulmane, le gouvernement a modifié la date de l'Aïd al-Fitr du 4 juin au 5 juin pour l'aligner sur l'observation de la nouvelle lune.

En septembre, les autorités de la ville d'Antananarivo ont ordonné la fermeture temporaire de l'église chrétienne évangélique Vahao ny Oloko (Libérer mon peuple) en raison de ce qu'elles ont déclaré être des plaintes de voisins concernant le bruit excessif pendant la journée et la nuit. Après une visite du site en octobre, les fonctionnaires ont autorisé la réouverture partielle de l'église les samedis et mercredis. Les responsables de l'église ont déclaré que les autorités municipales avaient restreint leur liberté de religion en les empêchant de soutenir les membres de l'église par une prière constante et qu'ils avaient pris des mesures pour réduire les niveaux de bruit, comme l'amélioration de l'insonorisation et l'arrêt des prières nocturnes. Les chefs d'église ont déclaré que le gouvernement local faisait preuve de discrimination à l'égard de leur communauté, notant que les fonctionnaires ne limitaient pas les activités des autres groupes religieux dont les activités de culte produisaient également du bruit à l'extérieur de leurs locaux, comme les services religieux accompagnés de sons de cloches.

Le Ministère de l'Intérieur a enregistré 15 nouveaux groupes religieux au cours de l'année, une diminution par rapport aux 49 nouveaux groupes de l'année précédente, ce qui porte le total à 373 groupes officiellement enregistrés. Les groupes religieux ont déclaré que le gouvernement n'appliquait pas toujours les exigences d'enregistrement et ne refusait pas les demandes

d'enregistrement. En outre, le gouvernement a reconnu que certains groupes enregistrés pouvaient être devenus inactifs ou s'être dissous sans en informer le gouvernement.

Les chefs religieux ont continué à affirmer que l'application inadéquate du droit du travail par le gouvernement a conduit certains employeurs à exiger de leurs employés qu'ils travaillent pendant les services religieux. Les centres sociaux confessionnels qui accueillent des travailleurs vulnérables et les syndicats continuent de signaler que les employeurs ne respectent pas les dispositions du code du travail exigeant une pause hebdomadaire de 24 heures, ce qui affecte la capacité des travailleurs d'usine à assister aux services religieux.

Les dirigeants de l'Association Musulmane Malgache, qui déclare représenter tous les musulmans du pays, a indiqué que certains musulmans continuaient à rencontrer des difficultés pour obtenir des documents officiels, tels que les cartes d'identité nationales et les passeports, en raison de la consonance arabe de leurs noms.

La Télévision Nationale Malagasy, gérée par l'Etat, a continué à fournir une diffusion gratuite à l'Eglise Adventiste du Septième Jour et aux Catholiques, Luthériens, Anglicans et Presbytériens le week-end, ainsi qu'à la communauté Musulmane une fois par semaine. Pendant le Ramadan, la communauté Musulmane a pu acheter du temps d'émission supplémentaire. Le chef d'une église protestante évangélique locale bien connue a de nouveau déclaré que son église avait rarement accès à la télévision et à la radio publiques, même si elle acceptait de payer pour le temps de diffusion.

Section III. Statut de respect de la société pour la liberté de religion

Les dirigeants de l'Association Musulmane Malgache ont indiqué que le public les associait généralement aux islamistes et aux extrémistes, en plus de les étiqueter avec d'autres stéréotypes négatifs. Ils ont déclaré que les enfants musulmans, en particulier les filles, étaient souvent l'objet de taquineries de la part de leurs camarades de classe et des enseignants qui les surnomment "jeunes terroristes" ou "sorcières".

Les fidèles de certaines églises protestantes évangéliques, notamment celles qui célèbrent leur sabbat le samedi, ont déclaré qu'ils se voyaient parfois refuser l'accès à l'emploi et pensaient que cela était dû à leur appartenance religieuse. Un responsable d'une église évangélique à Antananarivo a déclaré que certains membres avaient été licenciés par leurs employeurs pour s'être absentés du travail afin d'assister au culte religieux le samedi. Le dirigeant a déclaré que plusieurs membres féminins ont été victimes de violence de la part de leurs maris qui n'étaient pas d'accord avec les croyances religieuses de leurs femmes.

Les dirigeants de l'Association Musulmane Malgache ont rapporté qu'en raison du changement de dernière minute de la date de la célébration officielle de l'Aïd al-Fitr, certains employeurs n'ont pas accordé de congé aux musulmans. Les dirigeants musulmans ont également déclaré que certains employeurs du secteur privé n'offrait pas de promotion aux femmes musulmanes jugeant que leur tenue vestimentaire ne correspondait pas aux postes de haut rang. Les dirigeants musulmans ont également déclaré que les femmes et les filles musulmanes se sentaient humiliées lorsqu'elles étaient obligées d'enlever leur foulard dans certaines écoles, aux guichets

automatiques des banques et lorsqu'elles prenaient des photos pour leurs cartes d'identité ou leurs passeports.

Section IV. Politique et engagement du Gouvernement Américain

Les responsables de l'ambassade ont rencontré les responsables au sein du Ministère de l'Intérieur en novembre pour discuter des préoccupations de la communauté musulmane sur les questions de détermination de la nationalité. En novembre également, l'ambassade a organisé une discussion sur les questions de liberté religieuse, à laquelle ont participé des représentants de la religion et de la société civile. Les participants ont identifié des actions communes pour promouvoir les droits fondamentaux liés à la liberté religieuse et établir de nouvelles voies de collaboration interconfessionnelle. Les responsables de l'ambassade ont également rencontré des organisations œuvrant dans le domaine des droits de l'homme pour discuter des préoccupations communes aux différentes confessions religieuses, notamment les questions d'apatridie.